

# PCF : QUELQUES REFLEXIONS SUR UN ECHEC

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle vient de connaître un grave échec. A la veille du premier tour, nous avions indiqué : « Nous ne sommes pas de ceux qui se réjouiraient d'un affaiblissement du PCF au profit de la social-démocratie. Nous sommes pour le renforcement du communisme en France. » Nous ne nous réjouissons donc pas de cet échec qui profite exclusivement au candidat de la social-démocratie, François Mitterrand. Nous ne nous réjouissons pas non plus car nous n'ignorons pas la déception et le découragement qui ont saisi de nombreux militants du PCF qui sont nos camarades et qui sont parmi les militants les plus actifs dans l'organisation de la résistance ouvrière face aux attaques de la bourgeoisie.

Mais cet échec demande de tirer des leçons. Comment, pourquoi en est-on arrivé là ?

1) C'est la politique électoraliste mise en œuvre depuis des années par la direction du PCF qui a, initialement, permis à François Mitterrand et à la social-démocratie de se refaire à bon compte un image de gauche. Aujourd'hui, Georges Marchais parle de « ceux qui ne représentaient que 5% des voix, que nous avons aidés à sortir du trou où ils étaient. » Il dit vrai. C'est effectivement la direction du PCF qui le leur a permis. En 1965, elle prit l'initiative de faire de Mitterrand son candidat dès le premier tour de l'élection présidentielle. Les militants marxistes-léninistes s'opposèrent alors à cette politique. Ils menèrent

bataille en disant : « Contre tous les candidats de la bourgeoisie, vous mettez dans l'urne un bulletin où vous aurez écrit vous-mêmes : "Je vote communiste" ». Une déclaration solennelle de militants communistes était publiée, refusant à la fois de Gaulle et Mitterrand, affirmant la nécessité d'un candidat communiste au premier tour. Ces militants furent alors l'objet de sanctions. Et François Mitterrand, sur le passé duquel il était délibérément fait silence, fut le candidat pour lequel le PCF appela à voter dès le premier tour. En 1972, fut signé le Programme commun de gouvernement. Il était présenté comme la transition qui allait ouvrir la voie au socialisme; François Mitterrand était présenté aux travailleurs comme l'allié avec lequel on irait vers le socialisme. Et pourtant, dès cette époque, François Mitterrand et ses proches parlaient très clairement. Pour ne prendre qu'un exemple, voici ce que déclarait Gaston Defferre publiquement, peu de temps après la signature du Programme commun : « Quand on gouverne, on rencontre des résistances de toute nature et on a besoin d'un certain élan populaire pour les surmonter. L'élan dure six mois environ... Et puis, la présence au gouvernement des socialistes, des communistes, des radicaux est de nature à canaliser l'élan populaire qui risque de tout faire exploser. Nous pourrions ainsi limiter les grèves et les revendications, ce qui nous permettra de gouverner. Regardez Mai 68. Le gouvernement a dit : " Non,

non, non" et, à la fin, il a lâché dans tous les domaines... » (interview à Télé 7 Jours, 18 novembre 1972). Mais de telles déclarations demeuraient sans réponse... si ce n'est de notre part. C'est, par exemple, à cette époque là encore que François Mitterrand recevait à Paris Golda Meir, au lendemain de l'assassinat du représentant de l'OLP en France, Mahmoûd El Hamchari, sans que la direction du PCF y trouve à redire. Seuls nous-mêmes et quelques autres manifestations alors, pour dénoncer la venue de Golda Meir. Durant toute cette période donc, Mitterrand et le Parti socialiste étaient présentés comme des alliés avec lesquels se préparerait, au pouvoir, le socialisme. Peu à peu, Mitterrand put apparaître comme un homme nouveau. En 1974, il fut à nouveau le candidat commun dès le premier tour de l'élection présidentielle. Il ne s'était pas encore porté candidat que Georges Marchais s'adressait à lui pour qu'il soit le candidat commun. Après ces élections, où les 50% avaient été frolés, la direction du PCF alla jusqu'à préconiser l'ouverture en direction des gaullistes, au nom de « l'Union du peuple de France ». L'électoralisme conduisait à vouloir rassembler tout ce qui pouvait permettre de franchir la barre des 50%. Dans une interview au Point, Georges Marchais déclarait, à propos du gaullisme : « Il y a de nombreux points qui nous sont communs. » et il citait « Les idées de participation et de rassemblement ». Lors d'une émission télévisée, il expliquait : « La se-

maine dernière, dans ma circonscription, un homme est venu me voir en me disant : "J'étais gaulliste. Je désire entrer au Parti communiste". Il n'a besoin de rien abjurer. » Encore un peu et Marchais offrirait ses services pour permettre au gaullisme de retrouver une nouvelle jeunesse...

Pendant ce temps, Mitterrand s'était refait une vertu et la social-démocratie s'était développée au détriment du PCF. La politique de la direction du PCF avait répandu de nombreuses illusions. Alors qu'en 69, Gaston Defferre faisait 5% des voix, les 29 septembre et 6 octobre 1974 des élections législatives partielles avaient lieu à l'occasion desquelles le PS progressait au détriment du PCF. Dès lors, la tendance allait se poursuivre et s'accroître, en dépit des changements de langage de la direction du PCF.

Au fil des années, François Mitterrand a acquis auprès de nombreux travailleurs l'image de porte-parole de la gauche. Du même coup, les critiques et attaques lancées contre lui et le PS après mars 78 sont apparues à beaucoup comme peu crédibles. Car comment l'allié d'hier, celui auquel en 1974 Georges Marchais s'adressait pour qu'il soit le candidat commun dès le premier tour, comment donc pouvait-il être devenu l'adversaire? Où étaient donc les différences entre le Mitterrand de 72 et celui de 78? Les attaques dont il fut l'objet sont devenues incompréhensibles aux yeux de nombreux travailleurs. D'autant

plus qu'elles ont revêtu un caractère systématique, s'en prenant également aux militants du PS, débouchant sur le refus de l'unité d'action contre les attaques gouvernementales.

La cause fondamentale de la situation présente se trouve dans cette politique électoraliste qui a fait prévaloir la recherche à tout prix de l'accession au pouvoir.

2) L'échec de Georges Marchais est aussi la sanction de la politique de soutien à l'URSS. En particulier, il faut l'analyser comme une condamnation du soutien à l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Aux yeux de la grande masse des travailleurs français, l'invasion soviétique est apparue pour ce qu'elle est : une agression. Comment peut-on avoir confiance dans une politique qui conduit à soutenir cela? L'URSS joue de plus en plus le rôle de repoussoir. L'avenir du communisme passe par le combat contre sa politique impérialiste. Il faut choisir.

3) Dans la dernière période la campagne du PCF sur l'immigration et les actions anti-ouvrières qui l'ont accompagnée ont, à juste titre, scandalisé de nombreux électeurs communistes. Ces actions ont bafoué les notions les plus élémentaires de défense des intérêts des travailleurs, de lutte contre le racisme, d'unité des travailleurs. Cela ne pouvait pas rester sans conséquences.

Voici donc quelques premiers éléments d'une réflexion qu'il faudra approfondir.

## NOTRE JOURNAL MENACÉ

Notre journal, L'HUMANITÉ ROUGE, est menacé de disparaître dans sa périodicité hebdomadaire.

Les charges financières qui pèsent sur lui se sont alourdies ces derniers mois et en ces temps de restructuration et de rentabilisation économique, les créanciers et fournisseurs ne font aucun cadeau, bien au contraire. Notre bataille politique lors de cette élection présidentielle, même si elle a été menée avec des moyens modestes, a compté dans le budget général. Des amis, des camarades, des lecteurs, pendant cette période, nous ont aidés et ont contribué financièrement à notre action. 1 million à 1,5 million d'anciens francs ont été ainsi rassemblés chaque mois en moyenne depuis janvier dernier. Et nous remercions nos lecteurs de cette aide.

Mais un examen précis de nos comptes et une prospective pour les prochains mois, montrent que notre hebdomadaire serait menacé si l'effort n'était pas poursuivi et accentué. IL NOUS FAUT 2 MILLIONS PAR MOIS JUSQU'EN SEPTEMBRE POUR FAIRE FACE. Faute de quoi, nous sommes à la merci de difficultés financières qui compromettraient la parution hebdomadaire de L'HUMANITÉ ROUGE.

A l'occasion de ce 1<sup>er</sup> Mai, nous avons élargi très sensiblement la présence de L'HUMANITÉ ROUGE en kiosques NMPP, dans les villes de province importantes, à la Maison de la presse et dans les gares, les bibliothèques de métro et les kiosques des quartiers populaires parisiens. Il est indispensable de le faire car bien des amis et lecteurs nous ont signalé ne pas trouver L'HUMANITÉ ROUGE en kiosques. Bien sûr, cela coûte de l'argent, mais cela doit permettre de mettre notre hebdo à la portée de plus de militants et de travailleurs.

Ainsi, accroissements des charges, exigences des créanciers, frais politiques et extension de la présence en kiosques exigent un effort financier particulier pour les mois à venir. Nous vous demandons, amis lecteurs et camarades, d'y contribuer et nous vous en remercions.

Le Comité Central du PCML

IL LUI FAUT DEUX MILLIONS PAR MOIS JUSQU'EN SEPTEMBRE!

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
Prénom .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

## premières indications d'un scrutin

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle appellent plusieurs éléments d'analyse :

1 Giscard fait 4,4% de moins qu'en 1974, alors qu'il a bénéficié depuis 7 ans, en tant que président, de tous les moyens de propagande. Cela montre un rejet de sa politique, de l'attaque de grande envergure menée contre les travailleurs, du quadruplement du chômage comme de la baisse du pouvoir d'achat. Mais cela n'entraîne pas pour autant une baisse sensible de la droite : si par rapport à 1974, l'ensemble des candidats de droite perd 1,7%, il dépasse de plus de 2% le score de la droite au premier tour des législatives de 1978. Il y a donc reclassement à l'intérieur des forces de droite, dans le cadre d'une stabilité globale.

2 Il en est de même pour les candidats de gauche : les cinq candidats qui s'en réclamaient au premier

tour font 1% de plus qu'au premier tour de 1974, mais 1,6% de moins qu'en 1978. L'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas trouvé en face d'elle, l'expression d'une poussée populaire significative au plan électoral.

3 A l'intérieur de la gauche, globalement stable, s'opère un transfert très important de voix en faveur de François Mitterrand et au détriment de Georges Marchais. Le premier fait 3,1% de plus que les candidats PS au premier tour de 1978. Le second perd au contraire 5,2%. Nous apportons dans ce numéro de premiers éléments d'analyse sur le recul sensible de Georges Marchais. Mais il est indéniable que l'élection du président de la République au suffrage universel, et en particulier le fait que ne peuvent rester au second tour que les deux candidats arrivés en tête au premier, est un

élément déterminant d'explication. Le système est conçu pour favoriser une bipolarisation, dès le premier tour, entre les deux candidats dont tout porte à croire qu'ils seront en tête. Cette année, en plus, l'intense campagne menée par Chirac dans les derniers jours pour ramasser le maximum de voix en prétendant arriver avant Mitterrand a entraîné un vote « utile » pour celui-ci, qui fausse les comparaisons avec des élections comme les législatives.

4 - L'augmentation de plus de 3% des abstentions et de plus de 0,5% des « blancs ou nuls » montre que les enjeux du premier tour ne sont pas apparus aussi clairement qu'en 1974. Dans les soi-disant départements et territoires d'outre-mer, véritables colonies, les mots d'ordre d'abstention des organisations patriotiques ont été massivement suivis, puisque le taux d'abstention dépasse 46%.

## L'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.  
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.  
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand.  
Imprimé et édité par Presse d'Aujourd'hui - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.  
L'HUMANITÉ ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 30 226 72 D La Source - Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 2<sup>ème</sup> trimestre 1981.